



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

29 JUN 1988

1208

Accord de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie relatif à l'exécution de contrôles phytosanitaires d'envois de fruits italiens destinés au marché suisse

Vu la proposition du Département fédéral de l'économie publique du 14 juin 1988

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é :

1. Le projet d'accord révisé de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie en vue de l'exécution de contrôles phytosanitaires d'envois de fruits italiens destinés au marché suisse est approuvé.
2. Le Département fédéral de l'économie publique est autorisé à apporter au projet des modifications d'ordre rédactionnel.
3. Le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture est chargé de signer l'accord de collaboration technique.
4. La compétence de modifier et de renouveler l'accord de collaboration technique précité est déléguée jusqu'au 30 avril 1993 au Département fédéral de l'économie publique. Toute modification de l'accord doit concerner des questions essentiellement techniques ou administratives.
5. La Chancellerie fédérale établit les pouvoirs nécessaires à la signature.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire:

Publication:
Recueil officiel

| Protokollauszug an: | | | | |
|---|------|----------|------|-------|
| <input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage | | | | |
| z.V. | z.K. | Dep. | Anz. | Akten |
| | λ | EDA | 8 | - |
| | x | EDI | 3 | - |
| | x | EJPD | 5 | - |
| | | EMD | | |
| | x | EFD | 7 | - |
| x | | EVD | 20 | - |
| | | EVED | | |
| | x | BK | 1 | - |
| | | EFK | | |
| | | Fin.Del. | | |



6740.2

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Berne, le 14 juin 1988

Au Conseil fédéral

Accord de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie
 relatif à l'exécution de contrôles phytosanitaires d'envois
 de fruits italiens destinés à l'importation en Suisse

Nouvel accord pour 1988

Délégation de compétence au DFEP

1. Introduction

Le Conseil fédéral a approuvé le 1er juillet 1987 l'accord italo-suisse cité en marge et chargé le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture de le signer. Ce faisant, il agissait en vertu d'une délégation implicite contenue dans l'article 64 de la loi fédérale sur l'agriculture (RS 910.1). L'accord a pris fin le 31 décembre 1987.

Les expériences de l'application de ces dispositions ont été positives. Il est donc prévu de conclure un nouvel accord, renouvelable d'année en année dès le 30 avril 1989. Un tel accord, dont le contenu est similaire à l'ancien, peut également être conclu par le Conseil fédéral sur la base de l'article 64 de la loi précitée. Afin d'éviter de déranger le Conseil fédéral pour le renouvellement annuel de cet accord, il est proposé que la compétence de le modifier et de le renouveler soit déléguée jusqu'au 30 avril 1993 au Département fédéral de l'économie publique. Cette délégation est conforme aux critères exposés au ch. 10 de la communication de la Direction du droit international public du DFAE et de l'Office fédéral de la Justice du DFJP, dont le Conseil fédéral a pris acte en l'approuvant, le 14 décembre 1987 (JAAC 1988 no 58 p. 400): l'accord en question règle essentiellement des questions techniques et administratives. Il est entendu que toute modification de l'accord devrait conserver ce caractère.

2. Modification du texte de l'accord

Il paraît nécessaire, au vu des expériences de l'année 1987, d'apporter quelques modifications mineures au texte de l'accord, à savoir:

Article 4

Remplacer le terme "d'inspecteur mandaté par l'Observatoire pour les maladies des plantes" par celui d' "agent délégué pour le contrôle phytosanitaire". Cette modification est nécessaire en raison du fait que selon une convention passée entre le Gouvernement de la région Emilia Romagna et l'Institut pour le Commerce Extérieur, les agents de ce dernier sont en fait chargés de l'exécution des tâches de la certification phytosanitaire à l'exportation pour les expéditions de fruits.

Eliminer dans la dernière phrase de cet article la référence à la zone de production. L'attestation d'origine, que l'on exige de celui qui signe le certificat phytosanitaire, ne peut être délivrée correctement par lui. Il ne peut donc être tenu pour responsable du fait que la marchandise qui constitue l'envoi en question provient en tout ou partie d'une autre région. La dernière phrase a en conséquence la teneur suivante: "Cette indication atteste que l'envoi en question a été confectionné dans le centre indiqué".

Article 5

La dernière phrase selon laquelle le genre et le nombre de plombs appliqués au véhicule doivent être indiqués dans le certificat phytosanitaire, peut être supprimée. Cette disposition n'a pas été appliquée en 1987, et il n'en est apparemment pas résulté de difficultés.

Article 7

Supprimer l'exigence d'une présence permanente d'un représentant italien au côté du contrôleur suisse. Remplacer "accompagné" par "d'entente" et le terme "inspecteur de l'observatoire" par "agent délégué pour le contrôle phytosanitaire".

La nouvelle teneur de la première phrase est par conséquent: "Les contrôleurs phytosanitaires mandatés par l'Office fédéral, d'entente avec l'agent délégué pour le contrôle phytosanitaire compétent, inspectent régulièrement les lots de fruits conditionnés dans les centres reconnus au sens des articles 1 et 3".

Article 9

Remplacer dans la deuxième phrase le terme "délégué de l'observatoire" par celui d' "agent délégué pour le contrôle phytosanitaire".

Article 13 (anciennement 14)

Il est utile, lors des premiers contrôles accomplis par les contrôleurs suisses, qu'ils soient accompagnés d'un délégué italien. Mais il est matériellement impossible d'assurer cette présence simultanée pour tous les contrôles à l'avenir (voir article 7 ci-dessus). De ce fait, il paraît superflu de mentionner que les frais du délégué italien sont à la charge de l'organisme qui l'emploie. La deuxième phrase peut donc être supprimée.

L'article 14 (anciennement 15)

Prévoit comme date limite de la validité un 30 avril et non plus un 31 décembre, de façon à ce qu'il y ait suffisamment de temps à disposition pour évaluer les effets de l'accord pendant la saison écoulée et entreprendre, s'il y a lieu, les démarches pour le renouveler. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'accord a lieu à la date de la signature.

Article 16 (anciennement 17)

Remplacer dans la première phrase le terme "délégué de l'observatoire" par celui d' "agent délégué pour le contrôle phytosanitaire".

L'article 12 de l'ancien accord, qui prévoyait que chaque contrôleur suisse, qui n'est pas employé à plein temps par l'Office fédéral, est engagé par celui-ci sur la base d'un contrat particulier, n'a pas été repris dans le nouvel accord. Il est apparu que cette disposition, qui concerne la procédure administrative interne de la partie suisse, était superflue.

Pour le reste, le contenu de l'accord de 1988 est identique à celui du 1er juillet 1987. Il sied de noter que selon l'article 15, paragraphe 2, de notre accord de libre-échange avec la Communauté économique européenne, les parties contractantes appliquent leurs réglementations en matière phytosanitaire d'une manière non discriminatoire; on ne peut donc exclure qu'à la demande d'un autre Etat membre de la Communauté, la Suisse soit amenée à conclure avec ce dernier un accord similaire à celui qui la liera à l'égard de l'Italie.

La partie italienne ne s'étant pas encore prononcée à la date de la présente proposition, sur la non-reprise de l'article 12, dont l'accord de 1988, ainsi que sur la nouvelle date-limite de la validité de celui-ci (30 avril au lieu du 31 décembre), il y a lieu de prévoir que le DFEP sera autorisé à apporter au projet des modifications d'ordre rédactionnel.

3. Consultation préalable

Lors d'une consultation préalable, les offices fédéraux suivants: Direction du droit international public (DDIP), Office fédéral de la justice (OFJ), Direction générale des douanes (DGD) se sont déclarés d'accord avec les propositions ci-dessus.

4. Conclusions

Nous vous proposons donc de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL
DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Maurice

1. Le projet d'accord révisé de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie en vue de l'exécution de contrôles phytosanitaires d'éléments de fruits italiens destinés au marché suisse est approuvé.
2. Le Département fédéral de l'économie publique est autorisé à apporter au projet des modifications d'ordre rédactionnel.
3. Le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture est chargé de signer l'accord de collaboration technique.
4. La compétence de modifier et de renouveler l'accord de collaboration technique précité est déléguée jusqu'au 30 avril 1993 au Département fédéral de l'économie publique. Toute modification de l'accord doit concerner des questions essentiellement techniques ou administratives.

Annexe:

- Projet du dispositif (f)
- Projet d'accord de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie révisé (i,f,d)

Pour co-rapport à:

- ChF
- DFJP (OFJ)
- DFAE (DDIP, Bureau de l'intégration)
- DFF (DGD)

Extrait du procès-verbal:

- ChF
- DFJP (OFJ)
- DFAE (DDIP, Bureau de l'intégration)
- DFF (DGD)
- DFEP (SG 4, OFAG 10, OFAEE 4)

Accord de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie relatif à l'exécution de contrôles phytosanitaires d'envois de fruits italiens destinés au marché suisse

Vu la proposition du Département fédéral de l'économie publique du 14 juin 1988

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é :

1. Le projet d'accord révisé de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie en vue de l'exécution de contrôles phytosanitaires d'envois de fruits italiens destinés au marché suisse est approuvé.
2. Le Département fédéral de l'économie publique est autorisé à apporter au projet des modifications d'ordre rédactionnel.
3. Le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture est chargé de signer l'accord de collaboration technique.
4. La compétence de modifier et de renouveler l'accord de collaboration technique précité est déléguée jusqu'au 30 avril 1993 au Département fédéral de l'économie publique. Toute modification de l'accord doit concerner des questions essentiellement techniques ou administratives.
5. La Chancellerie fédérale établit les pouvoirs nécessaires à la signature.

Pour extrait conforme,
Le secrétaire:

Publication:
Recueil officiel

Accordo di collaborazione tecnica tra la Svizzera e l'Italia relativo all'esecuzione dei controlli fitosanitari d'invii di frutta italiana destinati all'importazione in Svizzera

L'Ufficio federale dell'agricoltura a Berna, in qualità di organo esecutivo delle misure fitosanitarie ordinate dalla legge sull'agricoltura del 3 ottobre 1951 e dall'ordinanza sulla protezione dei vegetali del 5 marzo 1962 - versione del 1^o luglio 1984 -, (detto qui di seguito "Ufficio federale"), per la Svizzera,

e

La Direzione generale della produzione agricola del Ministero Italiano dell'agricoltura e delle foreste (detta qui di seguito "Direzione generale"), per l'Italia,

decretano di comune accordo e s'impegnano reciprocamente ad applicare le disposizioni seguenti:

I Obiettivi e principi

Articolo 1 Obiettivi

Il presente accordo è volto a migliorare le condizioni d'applicazione delle misure di controllo fitosanitario richieste dalla legislazione svizzera attualmente in vigore, in applicazione della Convenzione internazionale del 21 ottobre 1982 per l'armonizzazione dei controlli delle merci alle frontiere. A questo proposito è previsto che gli invii destinati alla Svizzera di frutta assoggettata al controllo fitosanitario, proveniente dai centri di confezione riconosciuti dalle due parti, siano esonerati dall'obbligo del controllo fitosanitario al momento del passaggio della frontiera.

Articolo 2 Controlli fitosanitari

I controlli fitosanitari sono effettuati tramite campionatura, nei centri di confezione riconosciuti, da controllori fitosanitari appositamente incaricati dall'Ufficio federale.

Articolo 3 Ammissione dei centri di confezione

I centri di confezione riconosciuti ai sensi dell'articolo 1 figurano in una lista approvata dalle due parti. Il riconoscimento di un centro ha luogo su proposta della Direzione generale e dopo che le installazioni e l'organizzazione della raccolta, del controllo e della confezione dei lotti ricevuti siano state visitate da una delegazione di rappresentanti dei servizi fitosanitari delle due parti.

Articolo 4 Certificato fitosanitario

Gli invii di frutta ammessi all'importazione in Svizzera senza controllo fitosanitario alla frontiera, giusta l'articolo 1, devono essere provvisti di un certificato fitosanitario compilato e firmato da un delegato speciale per le malattie delle piante. Questo certificato deve indicare, nello spazio riservato alle dichiarazioni supplementari, il centro riconosciuto da cui proviene la frutta. Questa iscrizione attesta che l'invio in questione è stato confezionato nel centro indicato.

Articolo 5 Piombaggio degli autoveicoli

Gli autoveicoli che trasportano la frutta ammessa all'importazione in Svizzera ai sensi del presente accordo devono essere piombati prima della partenza dal centro di confezione. Possono essere utilizzati unicamente veicoli le cui caratteristiche costruttive garantiscano l'integrità del carico trasportato (sicurezza doganale).

Articolo 6 Inviì non conformi all'accordo

Gli invii di frutta che non sono spediti in conformità alle disposizioni degli articoli 2 a 5 sono assoggettati al controllo fitosanitario alla frontiera al momento della loro importazione in Svizzera.

Articolo 7 Ispezione dei centri di confezione da parte dei controllori fitosanitari svizzeri

I controllori fitosanitari incaricati dall'Ufficio federale, d'intesa con un delegato speciale per le malattie delle piante, ispezionano regolarmente, nei centri riconosciuti ai sensi degli articoli 1 e 3, i lotti di frutta confezionati. A questo fine, il giorno feriale precedente l'ispezione, il controllore avvisa telefonicamente, o tramite telex, l'Osservatorio per le malattie delle piante competente per il centro in cui è prevista l'ispezione.

Articolo 8 Norme di campionatura e tolleranza

Per l'ispezione dei lotti di frutta confezionati in un centro riconosciuto, il controllore fitosanitario svizzero applica le norme di campionatura e la tolleranza iscritte nell'allegato al presente accordo.

Articolo 9 Riscontro di un lotto di frutta contaminato dalla cocciniglia di San José al momento dell'ispezione di un centro di confezione

In caso di riscontro di un lotto contaminato dalla cocciniglia di San José oltre il limite di tolleranza fissato nell'allegato, il controllore, d'accordo col delegato speciale per le malattie delle piante informa immediatamente, tramite telex, l'Ufficio federale. Dopo aver ricevuto l'annuncio di un riscontro di lotto contaminato, l'Ufficio federale sospende, per un periodo di un mese, il riconoscimento del centro di confezione in questione. La decisione e il termine di

sospensione vengono comunicati, tramite telex, al centro di confezione, all'Osservatorio per le malattie delle piante interessato, alla Direzione generale, all'Unione svizzera per la frutta (Fruit-Union) e alla Direzione generale delle dogane.

Articolo 10 Riammissione di un centro di confezione sospeso

Nel corso delle quattro settimane seguenti la decisione di sospensione del riconoscimento, il centro di confezione deve essere sottoposto a due ispezioni da parte di due controllori distinti. Salvo un nuovo riscontro di un lotto contaminato oltre il limite di tolleranza fissato nell'allegato, il centro di confezione sospeso viene automaticamente riconosciuto ai sensi dell'articolo 1 a partire dal giorno seguente il termine di sospensione comunicato dall'Ufficio federale.

Articolo 11 Riscontri ripetuti di lotti di frutta contaminati in un medesimo centro di confezione

Nel caso di riscontri ripetuti di lotti di frutta contaminati dalla cocciniglia di San José nel corso d'ispezioni successive in un medesimo centro di confezione, quest'ultimo è sospeso dalla lista giusta l'articolo 3, su decisione dell'Ufficio federale, fino alla fine dell'anno in corso. Questa decisione viene comunicata ai servizi interessati come previsto dall'articolo 9. La riammissione di un tale centro sarà concordata tra le due parti sulla scorta di un rapporto della Direzione generale indicante le misure adottate per prevenire la ricezione di lotti contaminati, rispettivamente migliorare il controllo dei lotti ricevuti dal centro in questione.

II Impiego dei controllori fitosanitari svizzeri operanti nei centri di confezione italiani

Articolo 12 Certificato

Ogni controllore assegnato all'ispezione dei lotti di frutta nei centri di confezione riceve un certificato che attesta la sua funzione. Solo i controllori muniti di tale certificato sono abilitati ad effettuare le ispezioni.

Articolo 13 Spese di trasferta e di alloggio dei controllori svizzeri

Le spese di trasferta, di vitto ed alloggio dei controllori fitosanitari svizzeri sono a carico dell'Ufficio federale.

III Attuazione

Articolo 14 Durata della validità

Il presente accordo entra in vigore con la data della firma. La sua validità è limitata al 30 aprile 1989. E' rinnovabile annualmente per accordo scritto tra le parti.

Articolo 15 Testo di riferimento

Nell'applicazione del presente accordo è determinante il testo italiano.

Articolo 16 Contenzioso

Se, all'atto di un'ispezione in un centro di confezione, vi è disaccordo tra il controllore fitosanitario svizzero e il delegato speciale per le malattie delle piante, riguardo la valutazione del grado di contaminazione da cocciniglia di San José in un lotto di frutta confezionato, il controllore svizzero invia la frutta trovata contaminata alla Stazione federale di ricerche agronomiche di Changins/Nyon, per una perizia della sua valutazione. La Stazione federale di ricerche agronomiche di Changins/Nyon comunica, tramite telex, il risultato della sua perizia all'Ufficio federale il quale decide in conseguenza, in applicazione delle norme di campionatura e del limite di tolleranza fissati nell'allegato, l'eventuale sospensione del centro di confezione in questione dalla lista di quelli riconosciuti ai sensi dell'articolo 1. Questa decisione viene comunicata immediatamente ai servizi interessati come previsto dall'articolo 9. Le decisioni prese dall'Ufficio federale conformemente agli articoli 9, 11 e 16 sono inappellabili.

Per la Svizzera:

Il Direttore dell'Ufficio
federale dell'agricoltura

J.-Cl. Piot

Berna,

Per l'Italia:

Il Direttore della Direzione
generale della produzione agricola

Roma,

Accord de collaboration technique entre la Suisse et l'Italie relatif à l'exécution des contrôles phytosanitaires d'envois de fruits italiens destinés à l'importation en Suisse

L'Office fédéral de l'agriculture à Berne, en tant qu'organe exécutif des mesures phytosanitaires ordonnées par la Loi sur l'Agriculture du 3 octobre 1951 ainsi que l'Ordonnance sur la protection des végétaux du 5 mars 1962 - version du 1er juillet 1984 -, (désigné ci-après Office fédéral), pour la Suisse,

et

La Direction générale de la production agricole du Ministère Italien de l'Agriculture et des Forêts (désignée ci-après Direction générale), pour l'Italie,

arrêtent d'un commun accord et s'engagent réciproquement à appliquer les dispositions ci-après, soit:

I Objectifs et principes

Article 1 Objectifs

Le présent accord a pour objet l'amélioration des conditions d'application des mesures de contrôle phytosanitaire requises par la législation suisse en vigueur, en application de la Convention internationale du 21 octobre 1982 sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières. A cet effet il est prévu que les envois à destination de la Suisse de fruits assujettis au contrôle phytosanitaire en provenance de centres de conditionnement reconnus par les deux parties sont libérés de l'obligation du contrôle phytosanitaire lors du passage de la frontière.

Article 2 Contrôles phytosanitaires

Les contrôles phytosanitaires sont effectués par sondage, dans les centres de conditionnement reconnus, par des contrôleurs phytosanitaires spécialement mandatés à cet effet par l'Office fédéral.

Article 3 Admission des centres de conditionnement

Les centres de conditionnement reconnus au sens de l'article 1 figurent dans une liste agréée par les deux parties. La reconnaissance d'un centre a lieu sur proposition de la Direction générale et après que ses installations et l'organisation de la collecte, du contrôle et du conditionnement des lots réceptionnés, ont été appréciés lors d'une visite d'une délégation de représentants des services phytosanitaires des deux parties.

Article 4 Certification phytosanitaire

Les envois de fruits admis à l'importation en Suisse sans contrôle phytosanitaire à la frontière selon l'article 1 doivent être accompagnés d'un certificat phytosanitaire établi et signé par un agent délégué pour le contrôle phytosanitaire. Dans l'espace réservé aux déclarations supplémentaires, le certificat doit porter l'indication du centre reconnu. Cette indication atteste que l'envoi en question a été confectionné dans le centre indiqué.

Article 5 Plombage des véhicules

Les véhicules automobiles qui transportent les lots de fruits admis à l'importation au sens du présent accord doivent être plombés avant le départ du centre de conditionnement. Seuls des véhicules dont les caractéristiques de construction garantissent l'intégrité de la marchandise transportée (sécurité douanière) sont admis.

Article 6 Envois non conformes à l'accord de collaboration technique

Les envois de fruits qui ne sont pas expédiés en conformité avec les dispositions des articles 2 à 5 sont assujettis au contrôle phytosanitaire à la frontière lors de leur importation en Suisse.

Article 7 Inspection des centres de conditionnement par les contrôleurs phytosanitaires suisses

Les contrôleurs phytosanitaires mandatés par l'Office fédéral, d'entente avec l'agent délégué pour le contrôle phytosanitaire, inspectent régulièrement les lots de fruits conditionnés dans les centres reconnus au sens des articles 1 et 3. A cette fin le contrôleur avertit par téléphone ou par télex, le jour ouvrable précédant l'inspection, l'observatoire pour les maladies des plantes compétent pour le centre où l'inspection est prévue.

Article 8 Normes d'échantillonnage et tolérance

Lors de l'inspection de lots de fruits conditionnés dans un centre reconnu, le contrôleur phytosanitaire suisse applique les normes d'échantillonnage et la tolérance inscrites dans l'annexe au présent accord.

Article 9 Constat d'un lot de fruits contaminé par le pou de San José lors de l'inspection d'un centre de conditionnement

En cas de constat d'un lot contaminé par le pou de San José au delà de la tolérance fixée à l'annexe, le contrôleur, en accord avec l'agent délégué pour le contrôle phytosanitaire, en informe immédiatement par télex l'Office fédéral. Dès réception de l'avis d'un constat de lot contaminé, l'Office fédéral suspend la reconnaissance du centre de conditionnement en cause pour une durée d'un mois.

La décision de suspension et la date ultime de validité de celle-ci sont communiquées par télex au centre de conditionnement en cause, à l'observatoire pour les maladies des plantes concerné, à la Direction générale, à la Fruit-Union Suisse et à la Direction générale des douanes.

Article 10 Réadmission d'un centre de conditionnement suspendu

Au cours des quatre semaines qui suivent la décision de suspension de la reconnaissance d'un centre de conditionnement, celui-ci doit faire l'objet de deux inspections par deux contrôleurs distincts. Sous réserve d'un nouveau constat de lot contaminé au delà de la tolérance fixée dans l'annexe, le centre de conditionnement suspendu est automatiquement reconnu au sens de l'article 1 dès le lendemain de la date ultime de validité communiquée par l'Office fédéral.

Article 11 Constats répétés de lots de fruits contaminés dans un même centre de conditionnement

En cas de constats répétés d'un lot de fruits contaminés par le pou de San José lors d'inspections successives dans un même centre de conditionnement, ce dernier est suspendu de la liste selon l'article 3 par décision de l'Office fédéral jusqu'à la fin de l'année en cours. Cette décision est communiquée aux services intéressés comme prévu à l'article 9. La réadmission d'un tel centre fera l'objet d'une concertation entre les deux parties sur la base d'un rapport de la Direction générale faisant état des mesures prises pour prévenir la réception de lots contaminés ou améliorer le contrôle des lots réceptionnés dans le centre en cause.

II Engagement des contrôleurs phytosanitaires suisses opérant dans les centres de conditionnement italiens

Article 12 Certificat

Chaque contrôleur mandaté pour inspecter les lots de fruits dans les centres de conditionnement reçoit un certificat attestant sa fonction. Seuls les contrôleurs munis de ce certificat sont habilités à opérer des inspections.

Article 13 Frais de déplacement et d'hébergement des contrôleurs suisses

Les frais de déplacement, de logement et de repas des contrôleurs phytosanitaires suisses sont assumés par l'Office fédéral.

III Mise en application

Article 14 Durée de validité

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature. Sa validité est limitée au 30 avril 1989. Il est renouvelable d'année en année par accord écrit entre les deux parties.

Article 15 Texte de référence

Dans l'application du présent accord le texte italien sert de référence.

Article 16 Litiges

En cas de litige entre le contrôleur phytosanitaire suisse et l'agent délégué pour le contrôle phytosanitaire au sujet de l'appréciation du degré de contamination par le pou de San José d'un lot de fruits conditionnés lors d'une inspection dans un centre de conditionnement, le contrôleur suisse expédie les fruits qu'il a trouvés contaminés à la Station fédérale de recherches agronomiques de Changins/Nyon en vue d'une expertise de son appréciation. La station fédérale de recherches de Changins/Nyon communique par télex le résultat de son expertise à l'Office fédéral qui décide en conséquence, en application des normes d'échantillonnage et de la tolérance fixées dans l'annexe, de la suspension éventuelle du centre de conditionnement en cause de la liste des centres reconnus selon l'article 1. Cette décision est communiquée immédiatement aux services intéressés comme prévu à l'article 9. Les décisions de l'Office fédéral conformes aux articles 9, 11 et 16 sont sans appel.

Pour la Suisse:

Le Directeur de
l'Office fédéral de l'agriculture

J.-Cl. Piot

Berne, le

Pour l'Italie:

Le Directeur de la Direction
générale de la production agricole

Rome, le

Abkommen über die technische Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und Italien zur Durchführung von Pflanzenschutzkontrollen an Sendungen italienischer Früchte, die zur Einfuhr in die Schweiz bestimmt sind

Das Bundesamt für Landwirtschaft in Bern (im folgenden "Bundesamt" genannt), als Vollzugsorgan der Pflanzenschutzmassnahmen gemäss Landwirtschaftsgesetz vom 3. Oktober 1951 sowie der Verordnung vom 5. März 1962 über Pflanzenschutz, Fassung vom 1. Juli 1984, für die Schweiz,

und

die Generaldirektion für landwirtschaftliche Produktion des Italienischen Ministeriums für Landwirtschaft und Forstwesen (im folgenden "Generaldirektion" genannt), für Italien,

beschliessen in gegenseitigem Einvernehmen die folgenden Vorschriften und verpflichten sich, diese anzuwenden:

I Zweck und Grundsätze

Artikel 1 Zweck

Ziel dieses Abkommens ist die Verbesserung der Voraussetzungen für die Anwendung der Pflanzenschutzmassnahmen, nach der geltenden schweizerischen Gesetzgebung in Anwendung des Internationalen Uebereinkommens vom 21. Oktober 1982 zur Harmonisierung der Warenkontrollen an den Grenzen.

Zu diesem Zweck wird vorgesehen, dass Sendungen von kontrollpflichtigen Früchten aus von beiden Parteien anerkannten italienischen Verpackungszentren, die in die Schweiz eingeführt werden sollen, bei ihrer Einfuhr von der Pflanzenschutzkontrolle befreit sind.

Artikel 2 Pflanzenschutzkontrollen

Die Pflanzenschutzkontrollen werden von Pflanzenschutzkontrolleuren, welche speziell vom Bundesamt beauftragt sind, mit Stichproben in den anerkannten Verpackungszentren durchgeführt.

Artikel 3 Zulassung der Verpackungszentren

Die anerkannten Verpackungszentren im Sinne von Artikel 1 werden in einer Liste aufgeführt, die von beiden Parteien anerkannt worden ist. Die Zentren werden auf Vorschlag der Generaldirektion anerkannt, nachdem eine Delegation von Vertretern der Pflanzenschutzdienste beider Parteien die Betriebseinrichtungen und Organisation von Ernte, Kontrolle und Verpackung der erhaltenen Fruchtepartien besichtigt und beurteilt hat.

Artikel 4 Pflanzenschutzzeugnis

Sendungen von Früchten die zur Einfuhr in die Schweiz ohne Pflanzenschutzkontrolle gemäss Artikel 1 zugelassen sind, müssen von einem Pflanzenschutzzeugnis begleitet sein, das von einem Delegierten für Pflanzenkrankheiten ausgefüllt und unterschrieben worden ist. Dieses Zeugnis muss in der Spalte "zusätzliche Erklärungen" das anerkannte Zentrum, aus dem die Früchte kommen, angeben. Diese Angabe bestätigt, dass die Sendung im angegebenen Zentrum verpackt worden ist.

Artikel 5 Plombierung der Kraftfahrzeuge

Kraftfahrzeuge, die Früchte transportieren, die im Sinne dieses Abkommens zur Einfuhr in die Schweiz zugelassen sind, müssen vor der Abfahrt vom Verpackungszentrum plombiert werden. Es dürfen nur Kraftfahrzeuge benutzt werden, deren Bauart die Unversehrtheit der transportierten Ware sicherstellen kann (Zollsicherheit).

Artikel 6 Sendungen, die nicht dem Abkommen entsprechen

Sendungen, die nicht in Uebereinstimmung mit den Vorschriften der Artikel 2 - 5 zur Einfuhr in die Schweiz gelangen, unterliegen an der Grenze der Pflanzenschutzkontrolle.

Artikel 7 Besichtigung der Verpackungszentren durch schweizerische
Pflanzenschutzkontrolleure

Die vom Bundesamt beauftragten Pflanzenschutzkontrolleure kontrollieren regelmässig im Einvernehmen mit dem Delegierten für Pflanzenkrankheiten in den nach Artikel 1 und 3 anerkannten Zentren die Fruchtepartien und deren Verpackung. Am Vortag (Werktag) einer vorgesehenen Besichtigung meldet sich der Kontrolleur bei der für das Verpackungszentrum zuständigen Beobachtungsstation für Pflanzenkrankheiten telephonisch oder per Telex an.

Artikel 8 Stichprobenvorschriften und Toleranz

Bei der Kontrolle der Fruchtepartien, die in einem anerkannten Zentrum verpackt worden sind, wendet der schweizerische Pflanzenschutzkontrolleur die Vorschriften für die Stichproben und die Toleranz an, die im Anhang zu diesem Abkommen aufgeführt sind.

Artikel 9 Feststellung einer durch San-José-Schildlaus befallenen
Fruchtepartie bei der Besichtigung eines Verpackungszentrums

Wird festgestellt, dass eine Fruchtepartie in einem Mass von der San-José-Schildlaus befallen ist, das den im Anhang fixierten Schwellenwert übersteigt, muss der Kontrolleur, im Einverständnis mit dem Delegierten für Pflanzenkrankheiten, das Bundesamt mittels Telex sofort darüber informieren. Nachdem das Bundesamt die Mitteilung über den Befall einer Fruchtepartie erhalten hat, setzt es die Anerkennung des betroffenen Verpackungszentrums für einen Monat ausser Kraft. Der Entscheid der Ausserkraftsetzung und deren letzter Gültigkeitstag werden mittels Telex dem Verpackungszentrum, der zuständigen Beobachtungsstation für Pflanzenkrankheiten, der Generaldirektion, dem Schweiz. Obstverband und der Oberzolldirektion mitgeteilt.

Artikel 10 Erneute Zulassung eines suspendierten Verpackungszentrums

In den vier Wochen nach dem Entscheid über die Ausserkraftsetzung der Anerkennung müssen zwei verschiedene Kontrolleure das Verpackungszentrum in zwei Besichtigungen kontrollieren. Wird kein neuer, über dem Schwellenwert nach dem Anhang liegender Befall festgestellt, ist das Verpackungszentrum automatisch im Sinne von Artikel 1 wieder zugelassen, und zwar von dem Tage an, der dem vom Bundesamt mitgeteilten Ablaufdatum der Ausserkraftsetzung folgt.

Artikel 11 Wiederholter Befall im gleichen Verpackungszentrum

Wird im Laufe von Besichtigungen im gleichen Verpackungszentrum mehrmals San-José-Schildlausbefall an Fruchtepartien festgestellt, wird das betreffende Zentrum, durch Entscheid des Bundesamtes, bis Ende des laufenden Jahres von der Liste gemäss Artikel 3 gestrichen. Dieser Entscheid wird den interessierten Stellen nach Artikel 9 mitgeteilt. Die erneute Zulassung eines solchen Zentrums wird von den beiden Parteien aufgrund eines Berichtes der Generaldirektion festgelegt, der über die Massnahmen Auskunft gibt, die getroffen worden sind, um die Lieferung San-José-Schildlaus-befallener Partien zu verhindern bzw. die Kontrolle der im fraglichen Zentrum eingetroffenen Fruchtepartien zu verbessern.

II Einsatz von schweizerischen Pflanzenschutzkontrolleuren in italienischen Verpackungszentren

Artikel 12 Ausweis

Jeder Kontrolleur, der mit der Kontrolle von Fruchtepartien in den Verpackungszentren beauftragt ist, erhält einen Ausweis, der seine Tätigkeit bestätigt. Nur jene Kontrolleure, die diesen Ausweis haben, sind ermächtigt, die Kontrollen durchzuführen.

Artikel 13 Reise- und Unterkunftskosten der schweizerischen Kontrolleure

Das Bundesamt übernimmt die Kosten für Reise, Kost und Unterkunft der schweizerischen Pflanzenschutzkontrolleure.

III Inkrafttreten

Artikel 14 Gültigkeitsdauer

Dieses Abkommen tritt mit dem Datum der Unterzeichnung in Kraft. Seine Gültigkeitsdauer ist bis zum 30. April 1989 befristet. Die beiden Parteien können es jährlich durch schriftlichen Vertrag erneuern.

Artikel 15 Massgebender Text

Für die Anwendung dieses Abkommens ist der italienische Text massgebend.

Artikel 16 Streitigkeiten

Sind der schweizerische Pflanzenschutzkontrolleur und der Delegierte für Pflanzenkrankheiten bei einer Besichtigung in einem Verpackungszentrum über die Schätzung des Grads des San-José-Schildlausbefalls an einer verpackten Früchtepartie nicht gleicher Meinung, so sendet der schweizerische Kontrolleur die befallenen Früchte an die Landwirtschaftliche Forschungsanstalt Changins/Nyon, zu einer Begutachtung seiner Schätzung. Die Landwirtschaftliche Forschungsanstalt Changins/Nyon teilt mittels Telex das Begutachtungsergebnis dem Bundesamt mit, das in Anwendung der im Anhang festgelegten Vorschriften betreffend Stichproben und Toleranz über die allfällige Suspendierung des betreffenden Verpackungszentrums entscheidet. Dieser Entscheid ist den betroffenen Stellen sofort mitzuteilen, wie es im Artikel 9 vorgesehen ist.

Gegen Entscheide des Bundesamtes gemäss Artikel 9, 11 und 16 ist keine Beschwerde zulässig.

Für die Schweiz:

Der Direktor des
Bundesamtes für Landwirtschaft

Für Italien:

Der Direktor der Generaldirektion der
landwirtschaftlichen Produktion

J.C. Piot

Bern, den

Rom, den